



APPEL À L'ACTION DE LIBREVILLE

Pour une approche intégrée et opérationnelle du nexus Climat Paix-Sécurité en Afrique centrale

Nous, femmes, jeunes, agriculteurs, éleveurs, chefs traditionnels et religieux, chercheurs, communautés locales, société civile, secteur privé et institutions publiques, réunis à Libreville en République Gabonaise du 26 au 28 novembre dans le cadre de l'Atelier régional de renforcement des capacités sur le nexus climat – sécurité – environnement en Afrique centrale, organisé par l'OIF et l'UNOCA, en partenariat avec la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le centre de recherche Thinking Africa, et le consortium de huit institutions et centres de recherche mené par le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme.

Affirmons avec la plus grande urgence et détermination la nécessité d'une action collective, coordonnée, inclusive et durable pour relever les défis interdépendants du changement climatique, de la paix, de la sécurité en Afrique centrale.

Persuadés que l'instauration d'un cadre intégré alliant climat, paix et sécurité constitue une réponse indispensable pour bâtir des sociétés résilientes, pacifiques et équitables ;

Prenons la résolution de faire du Nexus Climat–Paix–Sécurité un cadre stratégique et opérationnel privilégié pour renforcer la résilience climatique, prévenir les conflits, assurer une gestion durable et équitable des ressources naturelles et contribuer au développement durable en Afrique centrale.

Demandons aux États membres de la CEEAC, au système des Nations Unies ainsi qu’aux partenaires techniques et financiers de travailler avec les centres de recherche afin d’identifier les domaines de recherche prioritaires répondant aux besoins du Nexus dans la région et au-delà.

Invitons la CEEAC à actualiser sa stratégie régionale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique afin d'y intégrer pleinement les enjeux du Nexus et de développer une stratégie climatique et de développement résilient sensible aux conflits.

Appelons l'ensemble des parties prenantes à soutenir et à renforcer la mise en œuvre de politiques publiques fondées sur des données probantes, afin de mieux anticiper les risques climatiques et sécuritaires, et de contribuer à la promotion de la paix, de la stabilité et du développement durable dans la région, et au-delà.

Appelons à cet effet les partenaires internationaux, régionaux, et nationaux à renforcer les capacités du Centre d'Application et de Prévision Climatologique de l'Afrique centrale (CAPC-AC) en vue d'y établir et d'opérationnaliser un Observatoire régional des risques climatiques, environnementaux et paix qui veillera entre autre à la collecte, au partage et à l'analyse régulière de données sur les forêts, la désertification, la biodiversité, la transhumance, les migrations climatiques et les conflits, y compris ceux liés aux interactions entre populations humaines et faune sauvage.

Appelons l'ensemble des parties prenantes à assurer un accès équitable à l'information climatique, y compris dans les langues locales et à travers des supports adaptés aux besoins des communautés.

Encourageons la mise en place de partenariats public-privé dans le financement des risques, ainsi que la participation pleine, entière et équitable des jeunes et des femmes dans les processus liés à la gestion des risques climatiques et sécuritaires.

Soutenons le renforcement des communautés de pratique existantes travaillant sur ces thématiques, ainsi que la consolidation de leurs contributions au niveau régional.

Encourageons les initiatives locales et communautaires de médiation face aux conflits et tensions sécuritaires inhérents au changement climatique et à la dégradation des écosystèmes environnementaux, et appelons à leur meilleure structuration ainsi qu'à leur renforcement.

Appelons la CEEAC, l'UNOCA et l'OIF à assurer le suivi et la mise en œuvre du présent Appel à l'action, en collaboration avec le système des Nations Unies, y compris le Mécanisme pour la sécurité climatique (CSM), ainsi qu'en partenariat avec d'autres parties prenantes.

En adoptant cet Appel à l'action, **nous nous engageons** à bâtir une Afrique centrale résiliente, pacifique et durable, capable de relever les défis actuels et futurs, notamment ceux du XXI^e siècle grâce à coopération renforcée, à l'innovation et à l'inclusion de toutes les parties prenantes.

Fait à Libreville, le 28 novembre 2025